



CGT Finances Publiques

Aveyron

Comité Technique Local du 18/01/2019

Les dieux sont tombés sur la tête

Ce vendredi 18 janvier se tenait la reconvoquection du Comité Technique Local (CTL) consacré aux suppressions d'emploi. La CGT Finances Publiques qui avait boycotté la première présentation a fait le choix d'y participer. Bien conscients que ce CTL ne sera encore une fois que la chambre d'enregistrement de décisions qui vont à l'encontre de l'intérêt du service public et de nos collègues, nous avons estimé vu l'actualité chargée concernant notre ministère qu'une rencontre avec la direction locale était nécessaire.

En réaction aux déclarations liminaires des Organisations Syndicales présentes (CGT et FO), le Directeur a fait le point sur plusieurs sujets :

- les conventions qui ont été signées avec les MSAP (Maisons de Services au Public) en Aveyron, ne concernent à ce jour que des actions de formation effectuées par la direction

- le démarchage du directeur pour la création d'agences comptables (Conseil départemental) ou de Services Facturiers (Communauté de communes de Decazeville) n'a pas abouti à ce jour. Une convention «traditionnelle» de 5 ans a été signée avec le Conseil Départemental.

- les CHS-CT qui doivent être à terme fusionnés avec les CTL sont maintenus jusqu'à nouvel ordre

...Mais les réponses actuelles du directeur n'engagent que lui et ne présagent rien de l'avenir !

- Organisation du réseau à l'horizon 2022

Le 13/12/2018, Bruno PARENT a tenu devant les numéros 1 de la DGFIP un discours (4 pages consultables sur le site <http://www.dgfip.cgt.fr/12/>) dans lequel la notion de «front-office/back-office» apparue lors de la «Mission 2003» du Ministère de l'Economie et des Finances revient au 1^{er} plan. Pour notre DG, il s'agit de «dépasser la notion de proximité pour faire valoir celle d'accessibilité» en s'appuyant sur le travail à distance, en multipliant les points de contacts DGFIP (MSAP, permanences dans les locaux des collectivités territoriales, bus DGFIP) «au bon moment» et sur rendez-vous.

Réseau GP : Des back-offices de grande taille (1 à 3 par département) localisés hors chef-lieu de département (pour «permettre l'acceptabilité du resserrement du réseau») assureraient les tâches de gestion du SPL (paiement des dépenses, recettes, comptabilité). Tandis qu'un cadre assurait la mission de front-office (conseil aux élus, expertise). Regroupement des trésoreries hospitalières dans un poste comptable (maxi 50 personnes) par Groupement Hospitalier de Territoire.

Réseau fiscal : regroupement des SIP dans la limite de 50 ETP (Equivalents Temps Pleins) par SIP, regroupement des SIE dans la limite de 50 ETP par SIE, 120 SPF pour toute la France (pouvant être délocalisés dans des zones défavorisées), incertitude sur l'avenir des PRS (perspective d'une transversalité du recouvrement forcé).

Nouvelle organisation qui s'appuiera sur «un quantum de suppressions d'emplois». Chaque DDFIP doit faire remonter ses propositions pour le 15 février. Ces projets une fois validés par la DG seront présentés aux élus, aux OS, aux cadres et aux agents dès la mi-mars.

Notre directeur nous a fait part de «son sentiment» sur ces évolutions : les services se trouvent dans des situations «inconfortables en matière de fonctionnement», des trésoreries avec peu d'agents et trop de

polyvalence ne sont plus tenables. Il trouve la «*copie demandée* -par la DG- *difficile*» car il est tenu de prendre en compte l'aménagement du territoire. A ce jour, il n'aurait pas encore les éléments lui permettant d'établir ses propositions : SPIB (Service stratégie pilotage budget) n'a pas fait parvenir «*la cible en suppression d'emplois*» pour le département, et des éléments RH et informatiques sont encore en discussion...

Ordre du jour

1 – Situation des emplois en application du PLF 2019 (pour avis)

Pour l'Aveyron, 11 suppressions d'emplois : - 1A+ / + 1 A / - 3 B / - 8 C

- - 3 B à la Direction (les postes concernés ne seraient pas déterminés à ce jour)
- - 1 C au SIP de RODEZ
- - 1 C au SIE de RODEZ
- + 2 A, + 4 B, + 5 C au SPFE de RODEZ (fusion des 3 SPF du département en septembre 2019)
- - 1 A +, - 2 B, - 4 C au SPF de MILLAU
- - 1 A, - 2 B, - 2 C au SPF de RODEZ 2
- - 1 C à la Pairie Départementale
- - 1 B à la Trésorerie d'ESPALION
- - 1 C au SIP-SIE d'ESPALION (l'avenir du SIE d'Espalion serait en question)
- - 1 C à la Trésorerie de DECAZEVILLE
- - 1 C à la Trésorerie de MILLAU
- + 2 B, + 1 C au SIP-SIE de MILLAU (transfert du SIE de SAINT AFFRIQUE)
- - 2 B, - 1 C au SIP-SIE de SAINT AFFRIQUE
- + 1 B, - 1 C à la Trésorerie SEGALA MERIDIONAL

Vote CONTRE à l'unanimité des OS présentes (CGT - FO)

2 – Questions diverses :

- La CGT a souhaité faire un point sur la mise en place du PAS.

Nous avons fait remonter les difficultés rencontrées par les services : flux de réception équivalent à la période de la campagne IR, temps de réception par usager plus long, incivilité de certains usagers, retard pris dans les tâches habituellement traitées lors de cette période de l'année.

Le directeur du Pôle Fiscal a annoncé qu'il participerait aux réunions de préparation de la campagne IR 2019 de chaque SIP et qu'un point serait fait sur la situation à ce moment là.

- Avec l'arrivée de 1ères situations de travail à distance, la CGT a demandé à ce que la Direction engage une réflexion sur l'accompagnement des agents et des services qui peuvent se trouver en difficulté face à ces nouvelles formes d'organisation du travail.

Dans un contexte social tendu où la justice fiscale, la place et le rôle des services publics se retrouvent au premier plan, où notre administration doit mettre en place le PAS, Bercy continue à supprimer des postes et va lancer dans la précipitation une réorganisation historique de notre réseau. Réorganisation qui conduira à un recul sans précédent des droits et garanties des agents.

La CGT FINANCES PUBLIQUES sera présente pour relayer les attentes et revendications des agents. Nous serons à vos côtés pour mener toutes les actions (blocages, occupations pacifiques, grèves...) nécessaires pour les faire aboutir. L'heure n'est ni à l'attentisme, ni à la résignation...

Vos élus en CTL : Sandrine FABRE – Richard PONS (titulaires) – Delphine ALIAS - Catherine THEDON (suppléantes)